

(1)

(N° 37.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1887-1888.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE NOVEMBRE.

FEUILLETON AU 10 DÉCEMBRE 1887.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 1. | 3359. | Par pétition datée de Charleroi, le 26 août 1887,
Le conseil communal de Charleroi proteste contre
le projet de loi concernant la répression de la provoca-
tion à commettre des crimes et des délits.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de
l'Instruction publique.</i> |
| 2. | 3360. | Par pétition datée de Morlanwelz, le 24 juillet 1887,
Des habitants de Morlanwelz demandent la revision
des articles 47 et 56 de la Constitution.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et
de l'Instruction publique.</i> |
| 3. | 3361. | Par pétition datée de Verviers, le 29 août 1887,
Des habitants de Verviers demandent une récom-
pense pour le sieur Corneau qui s'est distingué par un
acte de courage.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et
de l'Instruction publique.</i> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
4.	3362.

Par pétition datée de Fléron, le 17 octobre 1887,

Le secrétaire communal de Fléron et d'Ayencux prie la Chambre de reviser la loi du 30 mars 1861 et de modifier la base du calcul des pensions des secrétaires communaux.

Même demande de secrétaires communaux d'Herstal, Fouron-le-Comte, Angleur, Ichteghem, et de la veuve du secrétaire communal de Nevele.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

5.	3363.	Par pétition datée de Haine-Saint-Paul, le 1 ^{er} septembre 1887,
----	-------	--

La veuve Chapeau, à Haine-Saint-Paul, réclame l'intervention de la Chambre à l'effet d'obtenir une pension du charbonnage de Houssu.

DÉCISION : Ordre du jour.

6.	3364.	Par pétition datée de Dixmude, le 17 août 1887, Les président et secrétaire de l'« Association des secrétaires communaux de l'arrondissement de Dixmude » prient la Chambre de rejeter la demande des fonctionnaires et agents ressortissant à la police, tendant à obtenir leur affiliation à la caisse de prévoyance des secrétaires communaux. Ils demandent, en outre, l'amélioration de la position des secrétaires communaux tant au point de vue du traitement que de la pension.
----	-------	---

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

7.	3388.	Par pétition datée de Charleroi, le 25 septembre 1887, Les président et secrétaire de l'« Association des secrétaires communaux de l'arrondissement de Charleroi » prient la Chambre de rejeter la demande des fonctionnaires et agents ressortissant à la police, tendant à obtenir leur affiliation à la caisse de prévoyance des secrétaires communaux.
----	-------	---

Même demande des secrétaires communaux de Spa, Arlon, Limbourg, Hodimont, Teuven, La Gleize, Sartlez-Spa, Welkenraedt, Wegnez, Charneux, Dison et Polleur.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

8.

3363.

Par pétition datée de Louvain, le 10 juillet 1887,

Le sieur Delronge, détenu à la maison centrale pénitentiaire de Louvain, se plaint des abus qui se commettent dans cette prison.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice, avec demande de renseignements.

9.

3367.

Par pétition datée de Charleroi Nord, le 21 septembre 1887,

Les président et secrétaire du « Cercle des anti-séparistes », à Charleroi Nord, protestent contre le projet de séparation de la section de Charleroi Nord d'avec la ville.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

10.

3368.

Par pétition datée de Lize,

Les président et secrétaire du « Comité des propriétaires et négociants de Lize », protestent contre le projet d'établissement d'un chemin de fer vicinal de Clavier-Terwagne au Val-Saint-Lambert et demandent la construction d'une ligne de Clavier-Terwagne à Angleur.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

11.

3369.

Par pétition datée d'Ypres, le 6 août 1887,

Le sieur Mattot, à Ypres, demande une indemnité du chef des frais que lui a occasionnés la négligence d'un garde du chemin de fer.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

12.

3370.

Par pétition datée d'Anvers, en novembre 1887,

Des habitants d'Anvers prient la Chambre de modifier l'article 14 de la loi sur l'ivresse publique.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

13.

3371.

Par pétition datée de Martelange, le 11 août 1887,

3437.

Le sieur Mazay, douanier, à Martelange, se plaint de

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

ce que le conseil communal de cette localité soumette les habitants à un impôt sur le revenu et prie la Chambre d'améliorer la position des préposés de la douane.

Même demande de préposés de douane à Martelange.

DÉCISION : *Ordre du jour sur le premier point. Renvoi, pour le second, à M. le Ministre des Finances.*

14. 3373. Par pétition datée de Bruxelles, le 25 septembre 1887,
Des marchands ambulants de Bruxelles se plaignent de ce qu'on leur défend de circuler sur la voie publique avec leur charrette malgré le permis qui leur a été accordé.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

15. 3374. Par pétition datée de Villers-Saint-Ghislain, le 18 septembre 1887,
Le sieur Lamal, à Villers-Saint-Ghislain, se plaint de ce que les tribunaux de simple police ne donnent qu'une suite insuffisante aux réclamations des ouvriers contre les patrons.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

16. 3375. Par pétition datée d'Anvers,
Le conseil provincial d'Anvers prie la Chambre de voter une loi modifiant le code forestier du 19 décembre 1854.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

17. 3376. Par pétition daté d'Ixelles, le 31 octobre 1887,
Des habitants d'Ixelles se plaignent de l'insuffisance des installations de la gare du Luxembourg.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

18. 3377. Par pétition datée de Charleroi, le 4 novembre 1887,
Les président et secrétaire de la « Caisse de prévoyance établie à Charleroi en faveur des ouvriers mineurs » demandent l'institution d'une caisse de

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

retraite pour les vieillards et l'augmentation des subsides de l'État.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

19. 3378. Par pétition datée de Hingene,
3430. Des habitants de Hingene demandent la suppression du tirage au sort et la création d'une armée de volontaires.
- DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
- 20 3379. Par pétition datée de Laeken, le 6 novembre 1887,
La dame Rampelbergh, à Laeken, se plaint itérativement d'un déni de justice.
- DÉCISION : Ordre du jour.*
21. 2380. Par pétition datée de Membruggen, le 7 novembre 1887,
Le sieur Roggen, instituteur de l'école adoptée de Membruggen, demande à rentrer dans ses droits à la pension.
- DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
22. 3381. Par pétition datée d'Andrimont, le 7 novembre 1887,
Le sieur Maréchal, secrétaire communal, à Andrimont, demande l'amélioration de la position des secrétaires communaux tant au point de vue du traitement que de la pension.
- Même demande de secrétaires communaux d'Ensival, Thimister, Stembert, Fouron-Saint-Pierre, Olne, Aubel, Wegnez, Julémont, Bilstain, Cornesse, Ostende, Spa, Arlon, La Reid, Dison, Fouron-Saint-Martin, et Essen.
- DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
23. 3382. Par pétition datée de Herstal, le 7 novembre 1887,
Le sieur Dubuisson, agent de police, à Herstal,

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

demande l'institution d'une caisse de retraite en faveur des fonctionnaires et agents de la police.

Même demande d'agents de la police de Herstal, Grivegnée, Florennes et de l'arrondissement d'Ypres.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

- | | | |
|-----|---|---|
| 24. | 3384.
3403.
3413.
3431.
3440. | Par pétition datée de Bruxelles, le 9 novembre 1887,
Des facteurs de postes de Bruxelles demandent une
amélioration de position.
Même demande de facteurs des postes d'Arlon,
Tirlemont. Malines, Verviers, Gand, Dison, Gilly,
Anvers, Ligny et Dinant. |
|-----|---|---|

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

- | | | |
|-----|-------|---|
| 25. | 3390. | Par pétition datée de Châtelet, le 14 novembre 1887,
Les commis des accises de Châtelet demandent une
amélioration de position. |
|-----|-------|---|

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

- | | | |
|-----|-------|---|
| 26. | 3394. | Par pétition datée de Herve, le 9 novembre 1887,
La dame Bertrams, à Herve, veuve du sieur
Michaux, ancien instituteur communal, demande un
secours. |
|-----|-------|---|

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

- | | | |
|-----|-------|--|
| 27. | 3398. | Par pétition datée de Fief-Mont-Saint-Hadelin, le
13 novembre 1887,
La veuve Delmotte, à Fief-Mont-Saint-Hadelin, se
plaint d'un déni de justice. |
|-----|-------|--|

DÉCISION : Ordre du jour.

- | | | |
|-----|-------|---|
| 28. | 3401. | Par pétition datée de Courtrai,
Des chefs gardes et gardes aux chemins de fer de
l'État, à Courtrai, prient la Chambre de légiférer, au
cours de la session actuelle, sur le paragraphe 1 ^{er} de
l'article 1 ^{er} de la loi du 17 février 1849 concernant les
pensions civiles en l'amendant dans le sens de l'article 2
de la loi du 21 juillet 1884. |
|-----|-------|---|

DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres des Finances et des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

Numéros
du
feuillet.

Numéros
du registre des
pétitions.

29.

3404.

Par pétition datée d'Ixelles, le 16 novembre 1887,
Le sieur Conrardy, ingénieur, à Ixelles, prie la
Chambre de modifier les lois du 3 juin 1832 et du
27 mai 1837, réglant l'exercice de la profession de
géomètre-arpenteur et les conditions requises pour
pouvoir être assermenté, en cette qualité, par les
tribunaux compétents.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

30.

3414.

Par pétition datée de Philippeville, le 19 novem-
bre 1887,

La dame Sjongers, à Philippeville, veuve du sieur
Paternotte, caporal-inspecteur au 10^e régiment de
ligne, demande un secours.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

31.

3416.

Par pétition datée de Mons, le 19 novembre 1887,

Des habitants de Mons se plaignent de ce qu'un
chef garde du chemin de fer de cette ville exerce un
commerce sous le nom de sa femme.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

32.

3418.

Par pétition datée de Liège, le 23 novembre 1887,

D'anciens instituteurs et institutrices communaux, à
Liège, demandent le remboursement des sommes qu'ils
ont versées à la caisse de prévoyance des instituteurs
avant la promulgation de la loi de 1879 sur l'enseigne-
ment primaire.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et
de l'Instruction publique.*

33.

3420.

Par pétition datée de Gerpennes,

Le conseil communal de Gerpennes demande un
subside pour la restauration de l'église de cette
localité.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

34.

3423.

Par pétition datée de Namur, en novembre 1887,

Des négociants de l'arrondissement de Namur prient
la Chambre de s'occuper, au cours de la session

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

actuelle, de la réorganisation des tribunaux de commerce.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

35. 3432. Par pétition datée de Bruxelles, le 24 novembre 1887,

Des habitants de Bruxelles réclament l'intervention de la Chambre pour qu'il soit fait défense aux magistrats des cours et tribunaux de faire des actes de commerce ou de s'immiscer d'une façon directe ou indirecte, comme fondateur, ou même comme actionnaire, dans des sociétés commerciales ou financières.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

36. 3438. Par pétition datée de Taintegnies, le 24 novembre 1887,

Le conseil communal de Taintegnies se plaint de ce que la province du Hainaut refuse tout subside pour la construction d'une église dans cette localité.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

37. 3439. Par pétition datée de Mainvault,

Le conseil communal de Mainvault demande un subside pour couvrir les frais qu'a occasionnés la restauration de l'église de cette localité.

DÉCISION : *Renvoi à M. les Ministre de la Justice.*

38. 3441. Par pétition datée de Bruxelles, le 27 novembre 1887,

Le sieur Luik, détenu à l'asile d'aliénés d'Uccle, se plaint d'avoir été arbitrairement séquestré dans cet établissement.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice, avec demande de renseignements.*

